

Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Mylvia HOUGUET, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Mise à disposition d'agents - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent, dans le cadre de l'adhésion de la Ville au réseau international Villes des enfants, porté par l'association Francesco Tonucci (APS Francesco Tonucci), approuvée par délibération adoptée en Conseil municipal du 11 octobre 2022. Il s'agit pour Montpellier, via ce réseau, de développer une nouvelle philosophie de gestion de la ville : mobilités, urbanisme, espace public, parcs, loisirs, sport, culture, santé, participation citoyenne... Ce projet est transversal car il ne concerne pas seulement les enfants mais toute la ville et tous les secteurs de son administration. Cette démarche repose sur la création d'un « *laboratoire ville des enfants* » c'est à-dire un groupe de travail choisi par le Maire pour piloter et mettre en œuvre le projet au niveau local.

Dans ce contexte, l'agent de catégorie A, relevant du cadre des Directeurs territoriaux mis à disposition, exercera les fonctions de chef de projet. Il aura pour principales missions :

- D'assurer le lien avec l'association qui coordonne le réseau international ;
- D'impulser et de coordonner la démarche sur la Ville ;
- D'assurer la coordination et l'animation du laboratoire.

La mise à disposition s'effectuera à temps complet pour une durée de six mois, allant jusqu'au 03 juin 2023.

Par ailleurs, la Société Centrale pour l'Equipement du Territoire (SCET) Montpellier met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent, afin d'assurer les missions de directeur délégué à l'égalité et aux territoires, relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Dans ce cadre, l'agent mis à disposition animera et suivra les politiques portées par la Ville et par Montpellier Méditerranée Métropole en matière de lutte contre les inégalités et de cohésion sociale et territoriale. Il pilotera l'encadrement et le projet de la direction adjointe, en lien avec les deux services politique de la ville et cohésion sociale qui la composent. Il participera au collectif de direction du pôle et assurera également les fonctions d'adjoint au directeur de pôle.

La mise à disposition s'effectuera à temps complet pour une durée de 4 ans mois, allant jusqu'au 1^{er} mars 2027.

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique, notamment les articles L.512-6 et suivants et de l'article 2 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, ces mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. Ainsi, il est prévu que la Ville de Montpellier rembourse respectivement à la Métropole et à la SCET la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mises à disposition de ces agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la SCET auprès de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16 février 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention mise a disposition_CM 07-02-2023(1).doc
- Projet convention MAD 01032023 VILLE 3

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.